

Les comptes-rendus du CAPMO

CARREFOUR DE PASTORALE EN MONDE OUVRIER

435 rue du Roi, Québec (Qc) - G1K 2X1— Téléphone : (418) 525-6187 poste 222
Télécopieur : (418) 525-6081 — Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Mars 2008

Numéro 194



BUDGET 2008-2009



Où ira notre richesse collective pour la prochaine année ?

« Essayons de ne pas prendre d'engagements à long terme, il sera toujours le temps l'an prochain, si la situation s'améliore, de faire des propositions plus séduisantes aux citoyens »
Mme Jérôme-Forget
(source : La presse canadienne)



Mme Monique Jérôme-Forget,
Ministre des finance du Québec

Étaient présentEs:

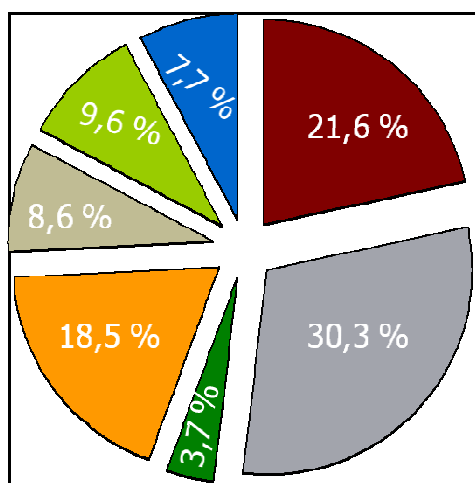
Carol Anctil	Isabelle Perron	Michaël Lessard
Jean-Paul Asselin	Huguette	Yves Bédard
Chani Gagnon-Warren	Denise Garneau	Amélie
Jonathan Lacasse	Marie-Anne Paradis-Pelletier	Monique
Robert Lapointe	Ian	Hélène Bédard
Donald Lehouillier	Jean-Vincent	
Christian Loupret	Claude Garneau	



Histoire d'y voir plus clair et de mieux saisir les enjeux rattachés aux finances gouvernementales, Isabelle Perron nous livre diverses informations intéressantes.

Les revenus et les dépenses du gouvernement du Québec

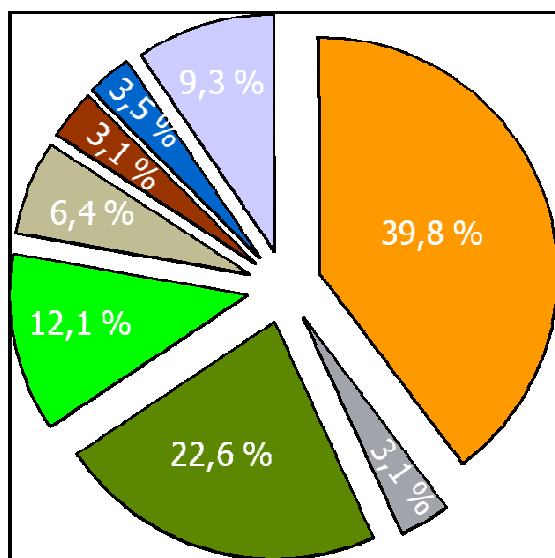
D'où vient l'argent?



- Taxes à la consommation 12,8 G\$
- Impôt sur le revenu des particuliers 18 G\$
- Autres revenus 2,2 G\$
- Transferts fédéraux 11 G\$
- Fonds des services sociaux 5,1 G\$
- Entreprises du gouv. 5,7 G\$
- Impôts des sociétés 4,6 G\$

Source: www.radio-canada.ca/nouvelles/budget/qc2007/faits-saillants.shtml

Où va votre argent?



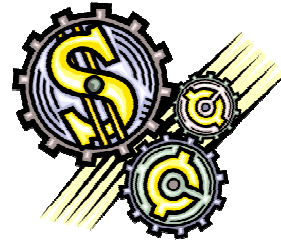
- Santé et Services sociaux 23,6 G\$
- Famille, Aînés et Condition féminine 1,8 G\$
- Éducation, Loisirs et Sport 13,4 G\$
- Service de la dette 7,2 G\$
- Emploi et solidarité sociale 4G\$
- Transports 2,1 G\$
- Affaires municipales et régions 1,8 G\$
- Autres 5,5 G\$

Source: www.radio-canada.ca/nouvelles/budget/qc2007/faits-saillants.shtml

Une question d'engrenages...

⇒ *qui augmentent les écarts*

- ▶ Réduction des impôts et des charges des entreprises
- ▶ Paiement de la dette
- ▶ Baisse d'impôts des particuliers et baisse des taxes
- ▶ Tarifications
- ▶ Réduction de la taille de l'État
- ▶ Partenariats privé-public (PPP)



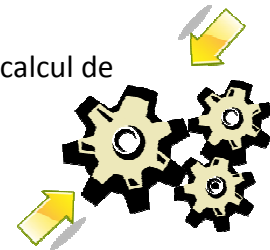
⇒ *qui génèrent de l'égalité*

- ▶ Plus grande accessibilité à l'éducation
- ▶ Amélioration des services de santé
- ▶ Conciliation travail-famille et amélioration du réseau de garderie
- ▶ Respect et protection de l'environnement
- ▶ Économie solidaire
- ▶ Mesures favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes



⇒ *qui réduisent les écarts en améliorant les conditions de bases*

- ▶ Augmentation du revenu disponible des personnes à l'aide sociale, aux études et travailleurEs à faible revenu
- ▶ Introduire des crédits d'impôt remboursables
- ▶ Réparation des reculs à l'aide sociale
- ▶ Gratuité des médicaments prescrits pour les personnes ayant un revenu de 13 267\$ et moins
- ▶ Exclusion des pensions alimentaires pour les enfants du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études
- ▶ Formation, insertion et accès à l'emploi
- ▶ Logement social
- ▶ Financement de l'action communautaire



Les enjeux du budget provincial 2008-2009



Lors de la consultation pré-budgétaire, le gouvernement québécois mentionne que le Québec actuel, dans son désir de prospérité, devra tenir compte des éléments suivants :

- ▶ Le Québec doit faire face à un environnement international plus compétitif
- ▶ Il doit préserver le dynamisme de l'économie intérieure
- ▶ Il doit accroître la productivité

Donc, il y a de forte chance que l'on retrouve les éléments suivants dans le budget à être présenté :

- ▶ Un contrôle serré des dépenses
- ▶ Une fiscalité compétitive
- ▶ Des infrastructures publiques modernes
- ▶ Le soutien au développement économique durable



Ce qu'il faut comprendre également, c'est que par cette consultation pré-budgétaire, le gouvernement libéral de Jean Charest cherche à déterminer les moyens afin d'accroître la productivité et stimuler la prospérité et ce, en favorisant la croissance des investissements privés. En d'autre mot, on peut s'attendre à ce que le prochain budget en soit un pour l'entreprise privée.

Finalement, il nous faut tenir compte de l'incidence qu'aura les deux derniers rapports déposés à l'Assemblée nationale dont nous risquons bien d'y voir des soubresauts dans le budget :

- ▶ Le rapport du groupe de travail sur le financement du système de santé (Rapport Castonguay) qui prône notamment un système de santé à deux vitesses.
- ▶ Le rapport sur la consultation publique sur les conditions de vie des aînés





Suite à la formation, nous avons écouté, avec attention il va de soi, le discours prononcé par Monique Jérôme-Forget, ministre des Finances. Voici les grandes lignes des annonces faites par la ministre. Elles sont tirées du document *Budget 2008-2009 En un coup d'œil* du ministère des finances du Québec et à partir du discours sur le budget. Vous pouvez trouver ces documents à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca/budget.

Dans l'ensemble, la Ministre présente son budget en cinq volets :

1. Récompenser l'investissement
2. Développer le savoir et les compétences des Québécois
3. Appuyer la famille et le mieux-être des Québécois
4. Poursuivre le virage vers le développement durable
5. Relever le défi des finances publiques

« C'est ce que j'appelle gouverner de façon responsable. C'est ce que j'appelle agir en bonne mère de famille. »

Monique Jérôme-Forget
Discours sur le budget
13 mars 2008

1. Récompenser l'investissement

- ▶ Élimination de la taxe sur le capital d'ici 2010. Le tout étant effectif pour les entreprises du secteur manufacturier;
- ▶ Mise en place de crédit d'impôt à l'investissement dont :
 - 5% applicable à l'achat de matériel de fabrication et de transformation;
 - Majoration de l'aide à l'investissement pour les régions éloignées;
 - Crédit d'impôt pour les technologies de l'information
- ▶ 50 millions de dollars sur 5 ans pour venir en aide aux municipalités régionales de comtés (MRC) économiquement éprouvées;
- ▶ Création du Fonds du patrimoine minier
- ▶ Mise sur pied d'un institut national des mines;
- ▶ Investissement de 60 millions de dollars sur 5 ans dans le secteur agro-alimentaire
- ▶ 10 millions de dollars dans Placements Culture au niveau de l'industrie culturelle en général

2. Développer le savoir et les compétences des Québécois

- ▶ Investissement dans l'éducation supérieure
 - 250 millions dans les universités au cours de 5 prochaines années;
 - 150 millions sur 5 ans dans le développement de la formation professionnelle et technique et pour l'établissement de nouveaux ponts entre les entreprises et les centres de formation.
- ▶ Mettre en œuvre le *Pacte pour l'emploi* (196 millions de dollars sur 5 ans) dans une visée de sortir 50 000 personnes de l'aide sociale.
- ▶ Augmentation de 20% des budgets consacrés à l'immigration, notamment pour l'intégration et la francisation des nouveaux arrivants;
- ▶ Mise en place de mesure favorisant ceux qui désirent demeurer sur le marché du travail plus longtemps d'opter pour une retraite progressive;
- ▶ Création d'un nouveau crédit d'impôt pour la francisation en milieu de travail.

3. Appuyer la famille et le mieux-être des Québécois

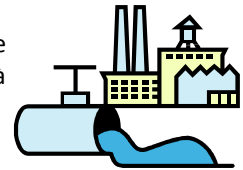
- ▶ Appuyer les familles
 - Création de 20 000 places additionnelles en services de garde sur cinq ans;
 - Bonification importante du crédit d'impôt pour frais de garde
 - Création d'un Fonds de 400 millions de dollars sur 10 ans pour le développement des enfants de 0 à 5 ans vivant en milieu défavorisé en partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon.



- ▶ Améliorer la qualité de vie des aînés
 - Simplification et majoration du taux de crédit d'impôt de 25 % à 30 % pour le maintien à domicile d'une personne âgée;
 - 80 millions de dollars supplémentaires pour l'accélération du développement des services de soins à domicile.
 - Nouveau crédit d'impôt de 30 % pour les aidants naturels
 - Augmentation du montant maximal du crédit d'impôt pour revenus de retraite de 1 500\$ à 2 000\$ sur deux ans;
 - Création d'un Fonds pour le développement de services auprès des aidants naturels s'élevant à 200 millions de dollars sur 10 ans en partenariat avec la Fondation Lucie et André Chagnon.
- ▶ Compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI)
 - Suivant le fédéral, les personnes pourront bénéficier d'un CÉLI dont la contribution annuelle pourra atteindre 5 000\$.

4. Poursuivre le virage vers le développement durable

- ▶ Soutenir le développement des technologies propres
 - 12 millions de dollars sur 4 ans pour soutenir l'innovation dans le secteur des technologies propres s'ajoutant au 225 millions déjà disponible
- ▶ Protéger et mettre en valeur notre patrimoine naturel
 - 106 millions de dollars sur 5 ans pour accroître la protection et la mise en valeur de notre patrimoine naturel collectif;
 - Environ 15 millions de dollars sur 5 ans pour la mise en place du *Bureau québécois de connaissance de l'eau*.
- ▶ Devenir un gouvernement *Écoresponsable*
 - Chaque ministère et organisme devra intégrer les notions de développement durable dans sa politique d'achat.



5. Relever le défi des finances publiques

- ▶ Contrôle serré des dépenses
- ▶ Priorités aux grandes missions du gouvernement
 - En santé : 1,3 milliard de dollars de plus, soit une hausse de 5,5%;
 - En éducation : 612 millions de dollars de plus, soit une hausse de 4,6%;
 - Famille et aînés : 101 millions de dollars de plus, soit une croissance de 5,5%.
- ▶ Réduire le poids de la dette
 - Augmentation de 50 % à 75 % de la part d'Hydro-Québec, via ses bénéficiaires, versé au gouvernement permettant d'ajouter 11 milliards de dollars à la dette du Québec d'ici 2025.



« Ce budget, je l'ai conçu ayant en tête la même image que lors du précédent, l'image du sourire de mes petits-enfants, Zoé, Louis et William. Quand ils seront grands, je leur dirai que j'ai fait partie de cette équipe :

- qui a fait du Québec le paradis des familles;
- qui a placé le Québec sur la voie du développement durable;
- qui a remis à neuf les infrastructures;
- qui a rendu le Québec compétitif sur le plan fiscal; et
- qui a réduit le poids de notre dette »

Monique Jérôme-Forget
Discours sur le budget
13 mars 2008

Que retenons-nous de ce budget ?



Malheureusement, le temps manquant, nous n'avons pas été en mesure de faire une analyse collective sur ce budget. Néanmoins, à la lumière des éléments ayant marqué les personnes présentes, s'amorce déjà une première lecture dévoilant qu'il ne s'agit pas d'un budget qui tend à diminuer les écarts entre les riches et les pauvres. À la question, que retenez-vous de ce budget, les éléments de réponses sont les suivants :

- ◆ Les mesures annoncées pour la formation technique pour la réintégration du marché du travail. Il semble y avoir une bonne volonté de former les gens, mais il y a un réel risque que cela n'aboutisse pas sur le terrain. Les mesures de formations posent de bonnes questions.
- ◆ Le soutien au garderie privée. Je m'interroge sur ce que ça pourrait cacher. Peut-être est-ce qu'il y a un risque que cela mine le milieu public. Il faut rappeler qu'il y a un manque actuellement. Les riches vont pouvoir aller dans les garderies privées et payer le même prix que celle public.
- ◆ Ce budget vise la productivité : Mines, agriculture. Ce sont des secteurs prometteurs. Mais 10 M\$ pour encourager le tout, est-ce suffisant ? Il y a un manque de cohérence. Le fameux pacte de l'emploi est un autre élément qui m'interpelle. On veut remettre 50000 personnes au travail, parmi les prestataires d'aide sociale. Mais comment on va s'y prendre. Une fois de plus, la richesse collective, c'est AVEC ou SANS nous ? Finalement, le Québec paradis de la famille ? Qu'est-ce que l'on fait pour les femmes (ou les hommes) qui choisissent de rester à la maison ? Comment s'y prend-t-on pour assurer la réintégration au marché du travail suite au congé parental ? Je n'ai pas confiance.
- ◆ Les listes d'attentes pour les garderies sont très longues. Il faudrait pour avoir un place pour un enfant à venir, pas encore conçu, que je l'inscrive tout suite. Je n'ai pas l'impression que le problème va être réglé de sitôt. Ce budget est trop axé sur le « paraître », et il ne semble pas enraciné dans les besoins réels. Peut-être une suggestion à faire au ministre : la faire rencontrer des personnes (aînés, famille, etc.) pour que ces dernières parlent de leur vécu. Il y a plein de lacunes partout. Restera à voir les résultats.
- ◆ Pour Hydro, de 50% à 75%, c'est énorme. Qu'est-ce que ça peut cacher. Que fait-on des hausses de frais d'électricité ? Un autre élément, c'est qu'il y a beaucoup de crédits d'impôts dont les personnes à faible revenu n'ont pas accès.
- ◆ Crédit d'impôt pour frais de garde : pour les familles à faible revenu cela est inaccessible lorsque tu n'as pas ta place dans le service public. Le PACTE EMPLOI avec le milliard d'investissements promis.
- ◆ Pour combler nos bobos, il faut toujours chercher la cause. Ce budget ne travail pas la cause. Ma mère s'occupait de mon beau-père, quand il l'ont placé en CHSLD, les soins étaient gratuits, mais à la maison, il fallait payer. Les services pour le maintien annoncés peuvent être une bonne opportunité. Reste à voir comment cela va se traduire concrètement ! Donc, un mot pour résumer le budget : Chercher le remède ! Pas sûr que ce budget va y arriver.
- ◆ Le fameux compte d'épargne libre d'impôt (CÉLI): Dans le monde ici, qui est capable de mettre 5000\$ de côté ? C'est de l'évasion fiscale institutionnalisée. Dans l'ensemble, c'est un budget qui est très décevant. Pour la lutte à la pauvreté, aucune des revendications des différents mouvements sociaux ne se retrouvent. Autres éléments choquant : le pacte pour l'emploi avec la diminution de 50000 prestataires d'aide sociale, on prétend que l'on va tout régler les problèmes par les mesures actuelles. Pas sûr !
- ◆ Les annonces d'investissement en éducation, si c'est beau et vrai, tant mieux. Ce qui m'intéresse, ce sont les 50000 personnes de l'aide sociale, comment ils vont s'en sortir ? Et la place de la fondation Chagnon pose de sérieuse question. La pauvreté, ce n'est pas juste chez les enfants, c'est toute une société. Les personnes seules, on fait quoi avec ?

Petite note sur les crédits d'impôts :

Crédit d'impôt dit « NON remboursable » : il faut que tu paies de l'impôt pour y avoir droit.

Crédit d'impôt dit « Remboursable » : Tout le monde y a droit et le remboursement s'effectue en fonction des revenus.

- ◆ La ministre Forget a cité l'Institut Fraser pour dire que le Québec était bien positionné. En éducation, elle voulait améliorer le pont entre les industries et le système scolaire. Jusqu'à quel point on va former les gens en fonction de leur intérêt versus ceux des entreprises ? Ça suscite de sérieuses questions sur la place du privée une fois de plus.
- ◆ Combien d'emploi s'est-il perdu au cours des 5 dernières années ? Actuellement, notre économie est en restructuration. Il y a un déplacement du marché de l'emploi. De l'industrie manufacturière vers le technologique ou le domaine des services. Donc des emplois plus précaires, à horaire variable et tout le tralala. Il y a également des Sans chèques. On dit que notre taux de chômage est bas : mais il ne tient pas compte de tous les éléments.
- ◆ Le pacte de l'emploi : Il y a une telle précarité de l'emploi que cela paraît très impossible à réaliser. Il faudrait une réelle possibilité d'emploi assurant une sécurité et une stabilité financière.
- ◆ C'est drôle, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de domaines où les libéraux rajoutent de l'argent là où ils ont coupé dans le passé. Autres éléments, les montants alloués peuvent nous paraître grands, mais quand on regarde de plus près, ils sont généralement échelonnés sur 5 ans, ce qui, au bout du compte, fait de plus petits investissements.
- ◆ Les loyers ont augmenté de 11%. Mais l'aide sociale augmente pas nécessairement de 12 %. Encore une fois, la pleine indexation des prestations d'aide sociale passe à l'oubli.

En général, ce qui ressort de la discussion :

Il y a des mesures qui pourraient être intéressantes, mais qui nous paraissent inaccessibles pour les personnes en situation de pauvreté. On ne sent pas la volonté politique du gouvernement en place de s'assurer de la diminution des écarts entre les riches et les pauvres. Cela donne plutôt l'impression qu'il passe à côté de la « track » favorisant du même coup la classe plus aisée. Et tout la place laissée à l'investissement privé pour financer différents fonds ou programmes. Un budget au goût plutôt... amer.

Avec un budget comme celui-là, est-ce qu'il y a des pauvres au Québec ?



Que pouvons-nous faire ?

- ◆ Rappeler à la Ministre que son budget ne semble pas respecter la Loi 112;
- ◆ Il y a des questions à poser étant donné la crise économique qui plane. Par rapport au 75% d'investissement qui se fait aux États-Unis, en cas de crise, qu'est-ce qu'il va se passer ? Quelles sont les réelles marges de manœuvre du gouvernement ?
- ◆ Poursuite les diverses actions amorcées par plusieurs acteurs du mouvement social québécois dont le Collectif pour un Québec sans pauvreté et sa campagne : « Mission Collective : Bâtir un Québec sans pauvreté » dont les revendications sont les suivantes :
 - Que toutes les citoyennes et les citoyens aient accès, sans discrimination, à des services publics universels de qualité;
 - Que le salaire minimum soit fixé à 10,16\$/heure (2007) et révisé annuellement afin qu'une personne seule travaillant 40 heures/semaine sorte de la pauvreté;
 - Que les protections publiques soient haussées et ajustées annuellement pour assurer à toute personne un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, soit 13 267 \$/an (2007) afin de préserver sa santé et sa dignité.